



CANADA

DECLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA - CANADA

1	
2	
3	
4	
5	
6	W
7	
8	A
9	
10	U
11	
12	PD
13	
14	

N° 67/16

LE CANADA ET LA GRANDE-BRETAGNE DANS UN COMMONWEALTH EN ÉVOLUTION

Discours prononcé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Martin, devant l'Association des Correspondants du Commonwealth à Londres, le 21 avril 1967.

Je suis très honoré de l'occasion qui m'est donnée de m'adresser à l'Association des Correspondants du Commonwealth et ses invités.

C'est la première fois que je prononce un discours à Londres depuis que j'occupe le poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je suis particulièrement heureux du fait que mon auditoire compte des représentants de toutes les parties du Commonwealth. Londres a plusieurs cordes à son arc; la moindre n'est pas le rôle que joue cette grande ville comme centre de notre Association mondiale du Commonwealth.

Au cours des années, la faculté du Commonwealth de s'adapter aux circonstances changeantes a peut-être été sa plus grande source de force et de continuité.

Le centenaire de la confédération offre aux Canadiens l'occasion de s'interroger sur l'avenir aussi bien que sur le passé de leur pays. De mieux en mieux ils se rendent compte des changements qui surviennent tant chez eux que dans leurs rapports avec les autres pays.

Un grand débat s'est amorcé au Canada au cours des dernières années sur l'avenir de la confédération canadienne. Bien entendu, notre régime fédératif de gouvernement, caractérisé par la répartition des pouvoirs entre les juridictions fédérale et provinciales, est particulièrement complexe. Nous avons aussi deux langues principales et notre population est formée d'éléments venus de nombreux pays.

A mesure que notre économie progresse et que notre société devient plus complexe, il est normal qu'apparaissent certains signes de tension. A mon avis, on aurait grandement tort, cependant, d'y voir plus que le signe d'une simple crise de croissance, car les Canadiens savent unir leurs efforts pour édifier un Canada meilleur et plus fort.

Expo 67 ouvrira ses portes dans quelques jours à Montréal. Des milliers de gens de toutes les parties du Canada, d'autres parties de l'Amérique du Nord, de l'Europe et de tous les coins du monde viendront à Montréal visiter cette exposition universelle dont on peut dire littéralement qu'elle a surgi des eaux du Saint-Laurent, voie d'accès traditionnelle du Canada. Pour les Canadiens, Expo 67 ne célèbre pas seulement un grand anniversaire: c'est un acte de foi dans le Canada et son avenir.

Tout préoccupés qu'ils soient de leur propre avenir et de leurs propres problèmes, les Canadiens sont aussi au courant des bouleversements et des transformations en voie de s'opérer en Grande-Bretagne aussi bien que de ceux qui s'accomplissent dans les relations de la Grande-Bretagne avec les autres pays. Bien entendu, nous avons subi l'influence des Beatles et du style "Mod", contributions typiquement britanniques qui pénètrent maintenant en Amérique du Nord. Sur un plan plus sérieux, à l'échelon international, nos intérêts communs, dont l'éventail s'élargit à mesure que la situation internationale se complique, continuent d'être nombreux.

Dans ce décor changeant, il est de première importance, je pense, que le Canada et la Grande-Bretagne fassent un effort particulier pour comprendre les éléments qui façonnent la politique étrangère des deux pays: ce n'est que par ce moyen que nous pourrons maintenir et resserrer nos liens traditionnels étroits auxquels nous attachons tant de prix.

La première réunion du nouveau comité ministériel Canada-Royaume-Uni vient à peine de prendre fin. L'utilité d'un tel organe s'est fait sentir en raison de la gamme de plus en plus complexe et de plus en plus étendue des problèmes bilatéraux qui préoccupent à la fois les gouvernements britannique et canadien. Loin de se substituer à nos relations traditionnelles au sein du Commonwealth, ces réunions, à mon avis, en constituent un précieux complément, un heureux prolongement.

Les grandes transformations qui s'opèrent au sein du Commonwealth ont modifié la nature même de l'association. Sans vouloir sous-estimer les valeurs traditionnelles du Commonwealth, je pense que son rôle le plus utile à l'heure actuelle doit consister à rechercher des formules pratiques qui peuvent inspirer confiance aux diverses races qui composent la famille humaine. La possibilité pour le Commonwealth de contribuer à la paix et à la compréhension entre les nations est d'autant plus grande qu'il se compose de nombreuses races et de nombreux pays qui, au moins dans une certaine mesure, ont une langue commune et participent à une même culture. Le Commonwealth est peut-être à l'heure actuelle la plus importante institution politique qui assure la communication entre les pays "bien pourvus" de race blanche, et les pays moins favorisés d'autres races: il peut jouer un rôle de premier plan en vue de rétrécir l'écart entre les nations moins développées et les pays industrialisés.

Le secrétariat du Commonwealth nous apparaît comme un moyen de renforcer le rôle du Commonwealth en tant que lien entre pays dont le passé et la composition ethnique sont différents. En fournissant un moyen de faciliter une gamme étendue de contacts entre les pays du Commonwealth, le secrétariat contribue à accroître l'utilité de l'Association du Commonwealth. La Fondation du Commonwealth, le plan des Bourses d'étude du Commonwealth et les divers organismes spécialisés qui groupent des membres aux intérêts communs rendent,

eux aussi, de précieux services. Le programme canadien d'assistance économique est dans une large mesure axé sur le Commonwealth (le plan de Colombo, le programme spécial du Commonwealth pour l'aide à l'Afrique et le programme canadien d'assistance aux Antilles) nos programmes d'assistance en matière d'instruction militaire sont aussi orientés vers le Commonwealth. Ces entreprises de notre part, et les autres programmes généreux d'aide britannique aux pays du Commonwealth, sont des moyens tangibles d'amener les pays moins développés à conserver leur association politique. Il semble opportun de maintenir et d'amplifier ces mesures. Le Canada, fidèle à son patrimoine culturel, fait en ce moment un effort comparable dans le domaine de l'assistance aux états de langue française de l'Afrique et d'ailleurs.

Le Commonwealth n'a jamais été considéré comme un organisme fermé. Ses membres ont de multiples intérêts qui s'expriment par leur appartenance à des groupements et organismes extérieurs au Commonwealth. Nous comprenons et apprécions à sa juste valeur, par exemple, le fait que la Grande-Bretagne veuille jouer pleinement son rôle en Europe. Nous avons été très intéressés par le rapport personnel que nous a donné le premier ministre Wilson de ses échanges de vues récents avec les dirigeants des six pays du marché commun. Bien entendu, c'est au gouvernement britannique qu'il appartiendra de prendre une décision relative à son éventuelle participation à la communauté européenne en tenant compte de toutes les données du problème.

Par ailleurs, il n'est que juste de signaler que les ententes que pourra comporter l'adhésion de la Grande-Bretagne au marché commun mettent en jeu des intérêts canadiens importants sur les plans politique et économique. Nous avons eu l'occasion de faire valoir ces intérêts auprès des ministres britanniques au cours des deux derniers jours. Si la Grande-Bretagne décidait de présenter une demande, il ne sera possible d'en déterminer les effets sur le commerce entre nos deux pays qu'au moment où les conditions de son adhésion seront connues. Les résultats des négociations sur les droits douaniers, dans les cadres du "Kennedy Round", sont un autre facteur qui entre en ligne de compte.

Bien que le Canada, de par sa situation géographique, voie les choses sous un angle quelque peu différent, il est très directement intéressé, tout comme la Grande-Bretagne, à ce qui se passe en Europe. En un mot, notre intérêt réside dans une Europe stable, une Europe dont les difficultés internes ne constituent pas une menace pour la paix du monde. En définitive, il faudra, entre autres choses, que le problème allemand soit réglé et qu'on mette fin à la division actuelle de l'Europe.

A part la question capitale du maintien de la paix et de la sécurité dans le monde, le Canada a, en Europe, d'autres intérêts du fait que ce continent lui a légué une part si importante de son patrimoine culturel. A cet égard, je songe en particulier à la France qui est, tout comme la Grande-Bretagne, une de nos mères-patries.

Héritier des grandes traditions de la langue et de la culture françaises, le Canada est déterminé à contribuer pleinement à l'établissement de liens spéciaux entre les pays de langue française. Dans cette entreprise, nous nous inspirons de principes analogues à ceux qui ont déterminé notre attitude vis-à-vis du Commonwealth: nous voulons préserver et resserrer des liens traditionnels particulièrement chers aux Canadiens et les adapter aux grands objectifs de notre politique extérieure.

Il se peut fort bien que l'expérience que nous avons acquise au sein du Commonwealth, notamment dans le domaine culturel, puisse nous guider dans l'établissement de ces nouveaux liens avec les pays francophones. Les institutions par lesquelles le caractère permanent du Commonwealth s'exprime sur le plan concret, par exemple, la Fondation du Commonwealth et l'Association parlementaire du Commonwealth, pourraient peut-être servir de modèle en vue du resserrement des relations entre les pays de langue française. On est précisément en train de dresser les plans d'une réunion de parlementaires des pays d'expression française. Le Canada estime que ses relations avec le Commonwealth et le monde francophone peuvent ainsi se compléter et se renforcer les unes les autres. Il y a cinq ans à peine, le Canada était le seul pays indépendant de l'hémisphère occidental à faire partie du Commonwealth. Il y en a maintenant cinq de plus, six îles des Antilles ont déjà, ou sont sur le point d'avoir un nouveau statut d'associé qui leur assurera un certain degré d'indépendance.

A cause de la proximité géographique et d'autres facteurs, les Canadiens éprouvent depuis longtemps une affection spéciale pour leurs voisins des Antilles occidentales. Nous avons confiance que, dans cette ère nouvelle d'indépendance, cette amitié de longue date deviendra plus profonde, à notre avantage mutuel. On a franchi un pas important et concret dans cette voie l'an dernier en convoquant à Ottawa la Conférence Canada-Antilles du Commonwealth à laquelle ont assisté les chefs de gouvernement et les principaux ministres de tous les pays antillais du Commonwealth et qu'a présidée notre propre premier ministre, en sa qualité de chef de gouvernement hôte.

Récemment, la mort de Sir Donald Sangster, ancien premier ministre de la Jamaïque et l'un des chefs les plus éminents des pays antillais du Commonwealth, a été pour nous une lourde perte. Sir Donald était un excellent ami du Canada: beaucoup de Canadiens le connaissaient. Il avait une foi inébranlable dans le Commonwealth et dans ce qu'il incarne dans le monde actuel.

Je vous ai entretenus de l'évolution du Commonwealth, je vous ai parlé en particulier des éléments qui intéressent davantage le Canada. Le conflit du Vietnam, bien qu'il ne soit pas un problème du Commonwealth, préoccupe beaucoup les pays du Commonwealth - je voudrais m'y arrêter pendant quelques instants.

Rappelons que la Grande-Bretagne, à titre de coprésidente de la Conférence de Genève de 1954, a des responsabilités particulières vis-à-vis du Vietnam, tout comme l'Inde et le Canada, deux des trois membres de la Commission internationale établie pour la surveillance du cessez-le-feu conclu en 1954. Deux autres membres du Commonwealth, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, situés tous les deux dans la zone du conflit, ont envoyé des forces armées pour la défense du Vietnam Sud.

Évidemment, le Canada n'a aucun intérêt national direct à affirmer ou à défendre dans le sud-est de l'Asie. Nous avons été amenés dans cette partie du globe à titre de citoyens de la grande communauté des nations et nous nous sommes efforcés, par l'entremise de la Commission et par d'autres moyens, d'user de notre influence pour favoriser la cause de la paix au Vietnam.

Nous avons toujours soutenu qu'un règlement du conflit vietnamien exigera des concessions des deux côtés. Nous aimerions certes que les bombar-

dements du Vietnam Nord cessent mais nous voudrions que cesse en même temps l'infiltration du sud. Nous serions heureux que des négociations soient amorcées en vue de la solution pacifique du conflit car, à notre avis, seules les négociations peuvent aboutir à une solution véritable.

La situation dans le sud de l'Afrique préoccupe également les pays du Commonwealth. Le régime illégal de la Rhodésie pose un grave problème à la Grande-Bretagne et présente un véritable défi aux principes de la collaboration interraciale qu'incarne le Commonwealth. De fait, ce problème a été le thème dominant de trois des quatre dernières réunions des premiers ministres du Commonwealth.

Comme les autres pays du Commonwealth, le Canada estime que tout régime qui repose sur une minorité raciale est inacceptable tant au sein du Commonwealth que dans la communauté des nations. C'est pourquoi le Gouvernement du Canada, fort de l'appui unanime du Parlement, a été parmi les premiers à appliquer des sanctions contre le régime illégal.

Je me suis efforcé de traiter brièvement de quelques-uns des principaux problèmes qui se posent au Canada et au Commonwealth à l'heure actuelle.

Dans un monde en pleine évolution, les relations établies et traditionnelles entre les nations sont particulièrement utiles. Ce serait, toutefois, une grave erreur, que de laisser la tradition nous aveugler sur la réalité, car l'importance des liens traditionnels repose non pas sur ce qu'ils ont pu représenter autrefois mais sur les moyens qu'ils nous offrent de satisfaire à nos besoins présents et futurs.

Je suis convaincu que c'est dans cette optique qu'il faut envisager le Commonwealth, si riche de traditions. Loin d'être dépassé, il a un rôle décisif à jouer dans le monde actuel, celui de rapprocher de nombreuses nations sans qu'elles perdent pour autant leur individualité. Nous devons faire en sorte qu'il ne laisse échapper aucune occasion de jouer ce rôle pour lequel il est si merveilleusement adapté.

S/C